

Les subsides

Monsieur le Président, je terminerai en ajoutant que ces programmes, tels qu'ils ont été conçus, tiennent compte des préoccupations et des suggestions qu'ont exprimées les provinces et les divers groupes du secteur du logement au cours de nos consultations. Ils ne sont pas le fruit d'une action unilatérale du gouvernement fédéral, mais traduisent un nouveau consensus national. Enfin, les plafonds de revenus fixes pour les besoins impérieux fournissent au gouvernement un moyen de s'assurer que son aide profite en premier lieu aux Canadiens qui en ont un réel besoin.

M. le vice-président: Questions ou commentaires? Nous poursuivons le débat avec l'honorable député de Papineau (M. Ouellet).

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, il me fait plaisir d'intervenir cet après-midi dans ce débat sur une motion présentée par ma collègue de Hamilton-Est (M^{me} Copps) qui, en réalité, blâme le gouvernement conservateur pour ses mauvaises politiques dans le domaine de l'habitation.

Le ministre responsable de l'habitation au Canada (M. McKnight) a déposé un document de travail en janvier 1985 et à l'occasion d'un discours qu'il faisait aujourd'hui même devant la Fondation de l'habitation coopérative, ici à Ottawa, il a rappelé les trois principaux objectifs du gouvernement dans le domaine de l'habitation. Or, je le cite, le ministre a dit ce midi: «J'ai défini certains principes fondamentaux que voici. Premièrement, les programmes doivent tenir compte de la nécessité de réduire le déficit. Deuxièmement, l'aide doit être axée sur ceux qui en ont le plus besoin. Troisièmement, à l'extérieur du gouvernement, il faut que d'autres s'occupent de résoudre les problèmes.»

● (1640)

Or, je dirai que ces trois principes du ministre sont absolument déplacés et irresponsables, parce que la réalité, c'est que le ministre, qui est aussi ministre du Travail et qui devrait être au premier chef le défenseur des travailleurs, les bas salariés de notre société, le défenseur de ceux qui sont les plus démunis dans notre société, ne devrait pas permettre que son ministère participe à cet effort sanguinaire du gouvernement conservateur pour réduire le déficit canadien. Il devrait au contraire exiger pour son ministère des sommes supplémentaires dans le domaine de l'habitation.

Or, comment peut-on prendre au sérieux les objectifs du ministre qui est supposé être le principal porte-parole du gouvernement dans le domaine de l'habitation et qui devrait être le premier à réclamer des montants d'argent supplémentaires pour l'habitation sociale au Canada, quand il vient nous dire que le principe fondamental, le premier principe qui le dirige, qui l'intéresse, c'est la réduction du déficit canadien? Cela n'a pas de sens. Cela n'a aucun sens de la part d'un des quelques ministres conservateurs qui devrait avoir une conscience sociale.

Deuxièmement, il nous dit que l'aide doit être axée sur ceux qui en ont le plus besoin. Bien sûr! Mais j'ai une coupure de presse ici où on élabore la pensée du ministre quand il a déposé son énoncé de politique au Parlement: «Le ministre a indiqué

que le gouvernement offrira un nouvel ensemble de programmes de logement social dont l'aide ira entièrement aux ménages dans le besoin, c'est-à-dire à ceux qui ne peuvent pas obtenir un logement à un prix abordable sur le marché privé. Les statistiques indiquent qu'environ un million de ménages canadiens ne peuvent pas trouver de logement convenable à un prix abordable.»

Or, cette nouvelle définition de la part du gouvernement va nous amener directement dans les ghettos dont parlait tout à l'heure l'honorable député qui m'a précédé. La pire chose qui a existé dans le domaine de l'aide en faveur du logement social, ce fut d'empiler les unes sur les autres toutes ces familles à faible revenu qui par la force des choses ont été obligées de vivre ensemble et ce qui amené avec le temps toute une série de problèmes sociaux, de problèmes qu'on n'avait pas imaginés à l'origine.

Or, ces premières erreurs qui ont été faites durant les années 1950 ont été corrigées par la suite durant les années 1960 et surtout durant les années 1970. Et on dirait que le ministre essaie de redécouvrir la roue en 1986 et qu'il veut nous ramener à de l'aide sociale exclusivement en faveur des familles les plus démunies qui se retrouveront seules ensemble dans des ghettos, dans ce que l'on appelle communément les HLM où la salubrité trop souvent est déplorable.

Or, je dis que nous avons tenté dans le passé avec l'ancien gouvernement de permettre un heureux mélange de personnes de différents revenus. La formule coopérative en particulier permettait à des gens qui ont des revenus un peu plus importants de participer quand même dans une formule coopérative et de contribuer à la mise en place de ces groupes coopératifs qui offrent à la fois des logements à des gens qui ont de faibles revenus, mais qui offrent en même temps des logements à des gens qui ont des revenus moyens et à certains autres qui ont des revenus supérieurs.

Or, cet heureux mélange est absolument essentiel, à mon avis, si nous voulons régler les problèmes des plus démunis de notre société et leur permettre de vivre décemment, sans qu'ils soient pointés du doigt et sans qu'on dise: Ah oui, cela ce sont les pauvres qui vivent dans les logements subventionnés!

Or, la politique du gouvernement conservateur, le deuxième objectif qui veut que l'aide aille exclusivement à ces gens les plus démunis va nous ramener aux pires formules qui existaient durant les années 1950, et je ne veux pas que l'on revive les mauvaises expériences du plan Dozois, par exemple, ce qu'on a vécu dans l'est de Montréal au début des années 1950, et il faut absolument éviter cela dans nos politiques d'habitations de l'avenir.

Or, le dernier principe énoncé par le ministre, c'est qu'à l'extérieur du gouvernement fédéral, il faut que d'autres s'occupent de résoudre les problèmes. La belle affaire! Cela veut dire en réalité que dans ce domaine, dans le domaine de l'habitation comme dans tant d'autres, le gouvernement conservateur, obsédé par son désir de diminuer le déficit, est en train de passer le paquet aux autres, en particulier aux provinces et aux autorités municipales pour régler le problème du logement au Canada. Je trouve que c'est une abdication malheureuse des responsabilités du ministre responsable de l'habitation au Canada, je trouve qu'il ne fait pas son devoir, qu'il ne